

Votre situation familiale a changé, les déclarations fiscales à souscrire

Mariage, naissance, divorce, décès de votre conjoint... si votre situation familiale a changé, quelles sont les incidences sur votre déclaration fiscale ? Que devez-vous faire et quand ?

L'année du mariage ou du Pacs, quelle déclaration souscrire ?

L'année de votre mariage ou de votre Pacs, vous avez le choix : vous pouvez remplir une déclaration commune portant sur l'ensemble des revenus du couple perçus cette année-là, ou deux déclarations séparées portant sur les revenus de chacun. Selon votre situation, vous choisirez l'une ou l'autre de ces options.

Une déclaration commune

Par principe, l'année de votre union, vous devez remplir une déclaration commune avec votre conjoint ou partenaire. Cette déclaration, établie à vos deux noms, doit comporter l'ensemble des revenus perçus et des charges supportées par les deux membres du couple sur la totalité de l'année, y compris ceux perçus et celles supportées par chacun avant l'union. Vous devez y inscrire les

personnes à votre charge et à celle de votre conjoint ou partenaire : enfants mineurs, majeurs rattachés et personnes invalides vivant sous votre toit. En pratique, vous pouvez utiliser votre déclaration préremplie ou celle de votre conjoint ou partenaire (de préférence celle sur laquelle figure l'adresse du couple), et la compléter avec les revenus, charges et personnes à charge manquantes. Vous pouvez aussi déclarer par Internet. Après avoir indiqué votre changement de situation et identifié votre conjoint, une déclaration commune complétée des éléments d'état civil et des revenus préremplis des deux conjoints pour toute l'année (bénéfices non commerciaux, mais aussi traitements et salaires, allocations de chômage, pensions de retraite, revenus de capitaux mobiliers...) vous sera immédiatement présentée. Vous n'aurez plus qu'à vérifier et, le cas échéant, modifier ou compléter ces informations.



Des déclarations séparées

Vous pouvez renoncer à la déclaration commune et opter pour le dépôt de deux déclarations séparées l'année de votre union. Mais attention, une fois exercée, l'option est irrévocable. Chacun doit souscrire une déclaration personnelle pour l'année entière, comprenant l'ensemble de ses revenus personnels ainsi que la quote-part des revenus communs du couple.

À défaut de justification de cette quote-part, les revenus communs sont partagés en deux parts égales. Chacun doit aussi inscrire les personnes à sa charge sur sa déclaration. Si vous avez un enfant commun avec votre conjoint, seul celui qui en a la charge exclusive peut le compter sur sa déclaration. L'autre peut uniquement déduire la pension alimentaire versée pour son entretien. Par exception, si l'enfant est en résidence alternée, chacun peut le rattacher à son foyer.

L'option pour la déclaration séparée n'est pas possible si vous vous mariez avec votre partenaire pacsé, dans la mesure où vous êtes déjà soumis à imposition commune. Elle l'est, en revanche, si vous rompez votre Pacs avant de vous marier, même si la rupture et le mariage ont lieu la même



année, ou si vous vous mariez l'année de conclusion du Pacs.

L'année suivant l'union, vous n'avez plus le choix : vous êtes soumis à imposition commune. Toutefois, vous restez imposés séparément dans trois cas : vous êtes séparés de biens et ne vivez pas sous le même toit ; vous êtes en instance de divorce et êtes autorisés à vivre séparément ; l'un de vous a abandonné l'autre et chacun dispose de revenus personnels.

Que se passe-t-il en cas de séparation ou de divorce ?

L'année du divorce ou de la séparation, chaque ex-conjoint doit déposer une déclaration avec ses revenus et ses charges pour l'année entière.

De la solidarité à l'indépendance

Pendant le mariage, quel que soit le régime matrimonial, les époux font l'objet d'une imposition commune ; ils sont de ce fait solidairement responsables du paiement de l'impôt sur le revenu. À un détail près : cette solidarité ne joue pas pour les prélèvements sociaux, d'après un arrêt du Conseil d'État du 10 juillet 2012. Il faut aussi noter deux

situations particulières. D'une part, les époux mariés sous le régime de la séparation de biens - faisant d'ordinaire l'impôt commun - font l'objet d'une imposition distincte dès l'année où ils ont cessé de vivre ensemble, et ce indépendamment de toute procédure de divorce. D'autre part, l'imposition commune ne s'applique pas non plus en cas d'abandon du domicile conjugal par l'un des époux si tous les deux disposent de revenus distincts. Dans tous les autres cas, en cas de divorce, l'imposition commune prend fin (et l'imposition distincte commence) le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle les époux ont été autorisés par le juge à avoir des résidences séparées. Cela correspond en pratique :

- à l'année du divorce lui-même, en cas de divorce par consentement mutuel ;
- ou à l'année de l'ordonnance de non-conciliation dans les autres procédures de divorce (acceptation du principe de la rupture, altération définitive du lien conjugal, faute). Ce sont des règles impératives. Même s'ils ont continué à vivre ensemble par la suite, les époux sont imposés distinctement à partir de l'autorisation donnée par le juge à vivre chacun de leur côté. Et inversement, l'imposition séparée ne peut pas débuter avant cette

DÉCLARATION COMMUNE OU SÉPARÉE : À VOS CALCULETTES !

Avant de choisir entre déclaration commune et séparée, faites vos comptes ! Vous devez comparer l'impôt obtenu dans le premier cas à la somme de ceux calculés dans le second. Plusieurs facteurs peuvent faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre... Si vos revenus et charges et ceux de votre conjoint sont du même ordre, vous paierez à peu près le même montant dans les deux cas. Si l'écart de revenus est important, ou si l'un de vous a supporté des charges importantes l'année de l'union, vous paierez probablement moins avec la déclaration commune.

autorisation : même s'ils sont déjà séparés de fait, les époux continuent à être imposés ensemble.

À chacun sa déclaration

L'année où l'imposition commune prend fin, chaque époux doit souscrire sa propre déclaration de revenus. Chacune porte sur :

- les revenus personnels dont l'époux a disposé durant toute l'année ;
- et la quote-part des revenus communs qui lui revient au titre de cette année ; il peut s'agir de revenus fonciers, de fruits de capitaux mobiliers ou de gains provenant de la cession de valeurs mobilières. L'époux qui entend déclarer moins que la moitié de ces revenus présumés communs doit en justifier par tout document de nature à établir l'origine de propriété des biens ou somme concernés (acte notarié, justificatif établi par la banque...). À défaut de justification, les revenus communs sont partagés par moitié entre les époux. L'imposition de chaque époux est établie sur la base d'une part de quotient familial. Pour l'appréciation des charges de famille, il est tenu compte de la situation au 1^{er} janvier ou, en cas d'augmentation de celles-ci en cours d'année, au 31 décembre.

Décharge de solidarité

Après leur divorce, les ex-époux restent solidairement tenus par les années antérieures d'imposition commune. L'administration peut donc se tourner vers l'un ou l'autre pour demander le paiement de l'intégralité de la dette fiscale du couple. À certaines conditions, une décharge de l'obligation solidaire peut toutefois être obtenue :

- il faut qu'il y ait une rupture effective des époux : le divorce est prononcé ou les époux ont été autorisés par le juge à résider séparément, ou l'un d'eux a abandonné le domicile conjugal ;
- l'époux demandant la décharge doit avoir lui-même respecté ses obligations déclaratives en matière d'impôt sur le revenu (et d'ISF le cas échéant) depuis la fin de l'imposition commune ;
- les époux ne doivent pas avoir mené conjointement des « manœuvres

frauduleuses » pour échapper à l'impôt correspondant à la période d'imposition commune ;

- il existe une disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale du couple et la situation financière et patrimoniale du demandeur.

Cette dernière condition est appréciée de manière stricte : la dette fiscale doit excéder la valeur nette du patrimoine du demandeur (en dehors de l'habitation principale) et les ressources de celui-ci ne lui permettent pas de régler en dix ans la fraction de la dette qui dépasse la valeur de son patrimoine.

Décès de votre conjoint, combien de déclarations ?

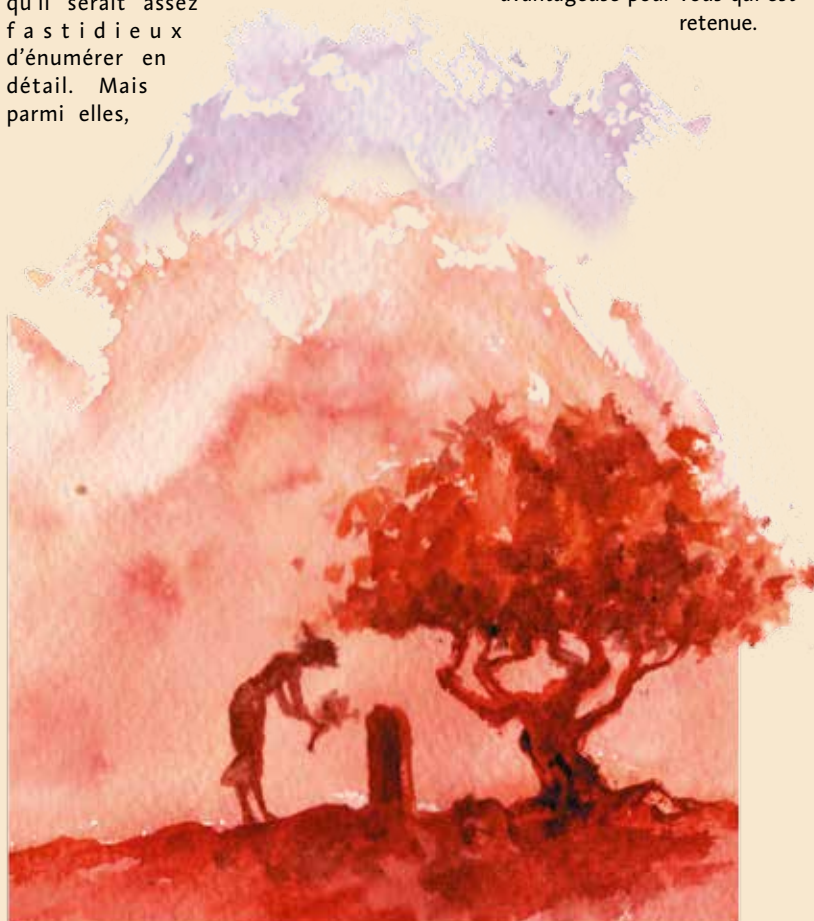
Si votre conjoint vient à décéder, à la douleur qui va vous submerger -vous et vos proches- s'ajoute une kyrielle de formalités et d'obligations qu'il serait assez

fastidieux d'énumérer en détail. Mais parmi elles,

il en est une qui, sur le plan fiscal, est d'une grande portée. L'année de son décès, vous devez en effet remplir deux déclarations de revenus : l'une, commune, jusqu'au décès, l'autre, personnelle, pour le reste de l'année. Les deux déclarations doivent désormais être déposées dans les délais normaux à votre centre des finances publiques.

La déclaration commune

Le conjoint survivant doit déposer une déclaration commune, pour les revenus perçus et les charges payées par le couple jusqu'au décès. Les revenus du défunt doivent être portés sur cette déclaration commune, même ceux versés après le décès. Le fisc se place au 1^{er} janvier pour apprécier les personnes à charge fiscalement. Toutefois, si leur nombre a augmenté par la suite, avant le décès, il tient compte des charges à cette date. C'est la situation la plus avantageuse pour vous qui est retenue.



Déclarations à remplir	Revenus à déclarer
Une déclaration pour le couple	Revenus acquis par tous les membres du foyer fiscal pour la période du 1 ^{er} janvier de l'année du décès jusqu'à la date du décès
Une déclaration pour le conjoint survivant	Revenus dont vous avez disposé de la date du décès jusqu'à la fin de l'année (y compris les revenus des personnes que vous comptez à charge)

La déclaration personnelle

Le conjoint survivant doit aussi déposer une déclaration à son nom, portant sur ses revenus et ses charges perçus depuis la date du décès jusqu'au 31 décembre. Attention, les revenus du défunt perçus après le décès ne sont pas à inscrire sur cet imprimé, mais sur la déclaration commune du couple. Le fisc se place à la date du décès pour apprécier les personnes à votre charge fiscalement. Toutefois, si leur nombre a augmenté par la suite, avant le 31 décembre, il tient compte de vos charges à cette date. Là encore, c'est la situation la plus avantageuse pour vous qui est retenue. Le conjoint survivant doit se procurer un imprimé de déclaration vierge

auprès de son centre des finances publiques ou sur www.impots.gouv.fr. Si le fisc a été informé du décès, il peut utiliser la déclaration préidentifiée à son nom, reçue par pli séparé. Dans les deux cas, il doit indiquer la date du décès en haut de la page 2 (cadre A).

Attention : si votre conjoint exerçait une activité non salariée, vous devez déposer des déclarations spéciales relatives aux bénéfices professionnels, dans les six mois de la date du décès.

Le quotient familial du veuf

L'année du décès, le survivant continue d'être considéré comme marié pour déterminer son quotient familial. Il conserve donc au moins deux parts pour la période postérieure au décès.

Les années suivantes, il est assimilé à un célibataire. Mais s'il a des personnes à charge, il bénéficie du même nombre de parts qu'un couple marié dans la même situation. Il perd en revanche la majoration « invalidité » ou « ancien combattant » du défunt.

Le partenaire de Pacs survivant

En cas de décès d'un partenaire de Pacs, le partenaire survivant est considéré comme un veuf. Il est soumis aux mêmes obligations déclaratives que le conjoint survivant : déclaration commune jusqu'à la date du décès, puis personnelle pour le reste de l'année, les deux imprimés devant désormais être déposés dans les délais normaux. Le partenaire survivant bénéficie aussi du même quotient familial qu'un veuf, y compris l'année du décès. Attention, si le conjoint ou le partenaire de Pacs devenu veuf a des enfants majeurs susceptibles d'être rattachés à son foyer (moins de 21 ans ou moins de 25 ans étudiants), ceux-ci peuvent demander leur rattachement, au choix, au couple pour la période antérieure au décès ou au veuf pour la période postérieure, mais pas aux deux ! ■

VOS NOTES

This image shows a single sheet of white paper with horizontal blue ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.